

Monsieur Le Président De La République  
Palais de l'Elysée  
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

A l'attention particulière de Monsieur Emmanuel  
Macron, Président de la République Française

Copie pour information :

- *Monsieur Alexis KOHLER, Secrétaire Général du Cabinet du Président de la République Française ;*
- *Monsieur Patrick STRZODA, Directeur de Cabinet du Président de la République Française ;*
- *Monsieur François-Xavier LAUCH, Chef de Cabinet du Président de la République Française ;*
- *Monsieur Franck Paris, Conseiller Afrique du Président de la République Française/Pôle diplomatique ;*
  
- *Monsieur Jean Yves Le DRIAN, Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères  
37, Quai d'Orsay 75351 Paris Cedex 07 ;*
- *Monsieur Emmanuel BONNE, Directeur de Cabinet au Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères ;*
- *Monsieur Jean-Christophe Le MINH, Chef de Cabinet au Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères ;*
- *Monsieur Jay DHARMADHIKARI, Conseiller Afrique, développement au Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères ;*  
*Monsieur Rémi MARÉCHAUX, Directeur d'Afrique et de l'océan indien au Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères.*

Paris, le 21 mars 2018

**OBJET : La position de la France face à la situation humanitaire et politique catastrophique en République Démocratique du Congo - « Liberté, Égalité, Ambiguïté ? ».**

Monsieur le Président,

Votre accession à la magistrature suprême de la France a été perçue par beaucoup, notamment par les activistes des mouvements de jeunesse citoyenne en Afrique, comme une victoire des forces du Changement sur celles de l'attentisme. Un soufflet administré au statut quo dans lequel stagne de façon malsaine et depuis de trop nombreuses années, le paysage politique mondial.

Avec votre élection soufflait un vent nouveau, non seulement sur la France mais sur l'Europe et le monde entier. En effet, vous présidez désormais aux destinées d'un pays dont la simple évocation du nom ne peut laisser personne indifférent.



Vous dirigez une Nation qui est pour l'humanité un patrimoine, une référence et qui, de ce fait, porte une lourde responsabilité. Votre discours axé sur la nécessité de ramener la politique sur le terrain des valeurs essentielles qui fondent la République, votre engagement à rendre plus saine la gestion de la chose publique nous ont fait espérer en la possibilité d'un renouveau.

Dès lors, comment expliquer la tiédeur surprenante de vos réactions là où même votre prédécesseur avait courageusement pris position, aux côtés du peuple congolais, face au coup d'état constitutionnel dont est victime toute une Nation, prise en otage, aux griffes d'un pouvoir dictatorial implacable et sanguinaire ? Comment concilier les valeurs que vous prônez avec la politique désastreuse que semble mener actuellement votre pays face à la crise en République Démocratique du Congo ?

Intérêts industriels ? Pétrole du Lac Albert à travers la récente prolongation de la licence d'exploration de la multinationale française TOTAL ? Contrats juteux ? Serait-ce, comme semblent le soutenir certains analystes, l'écœurante raison de votre position mollesse, matérialisée notamment par la poursuite de la coopération militaire et sécuritaire avec un régime sanguinaire, face à la situation tragique de la République Démocratique du Congo ?

Laissez-nous vous dire alors dans ce cas, qu'à notre humble avis, les intérêts de la France seraient mieux servis par un retour à l'ordre constitutionnel qui passerait nécessairement par l'organisation d'élections véritablement démocratiques, lesquelles permettraient à la RDC de recouvrer un minimum de stabilité politique, sécuritaire et économique.

Cela est impossible à réaliser avec Joseph Kabila qui a non seulement violé de manière éhontée et délibérée la Constitution, mais a également foulé au pied l'Accord de la Saint Sylvestre du 31 décembre 2016, âprement négocié par les évêques de l'église catholique, son unique objectif étant de se maintenir au pouvoir à tout prix.

Il serait regrettable et dangereux que certains partenaires stratégiques de la RDC, dont la France, soient prêtes à cautionner, soit la tenue d'élections chaotiques, soit encore le prolongement indéfini de Joseph Kabila de manière illégale et illégitime. Cette deuxième option serait par ailleurs, une manœuvre dilatoire de plus, le soupirail qui permettrait au pouvoir tyrannique de Joseph Kabila de changer radicalement les règles du jeu démocratique en sa faveur. Comme vous le savez bien, cela est devenu la mode dans toutes les dictatures soucieuses de leur maintien.

Nous refusons de croire que les valeurs qui fondent la France et qui l'ont située aux côtés du peuple congolais opprimé, dès le début de cette lutte pacifique pour l'alternance politique, soient réduites au silence, pire encore, à une tiédeur ambiguë, indigne du pays d'Aimé Césaire.

Quand il s'agit de la République Démocratique du Congo, le pays des Lumières serait-il aujourd'hui en perte de lucidité ? Quand il s'agit de la République Démocratique du Congo, la Patrie dites des Droits de l'Homme serait-elle en perte de zèle dans son combat pour la Liberté et la Dignité humaines ? Quand il s'agit de la République Démocratique du Congo, premier pays francophone au monde, le pays de Molière serait-il en train de perdre sa langue ?

**Non Monsieur le Président ! Pas la France ! Pas vous ! Pas maintenant !**

**Vous avez un devoir ! Une responsabilité morale et historique !**



La position que vous occupez, la position qu'occupe la France vous oblige à réagir. Vous ne pouvez pas fermer les yeux ! Vous ne pouvez pas détourner le regard ! Vous ne pouvez pas ne pas entendre le cri de millions de congolais en détresse.

Vous ne pouvez pas ne pas être au courant des graves atteintes à la liberté d'expression ! Vous ne pouvez pas ne pas être au courant des arrestations arbitraires ! Vous ne pouvez pas ne pas être au courant des assassinats ! Vous ne pouvez pas ne pas être au courant de la répression sauvage ! Vous ne pouvez pas ne pas être au courant des massacres !

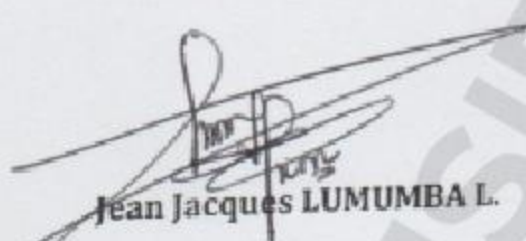
Vous ne pouvez pas prendre le risque de vous placer, de placer la France, du mauvais côté de l'Histoire ! Le peuple congolais ne l'oubliera pas. Le peuple congolais ne vous le pardonnera pas.

Les toutes récentes manifestations pacifiques ont été réprimées dans le sang au vu et au su de la communauté internationale toute entière, et dont le bilan macabre n'a pas semblé vous émouvoir outre mesure.

Le peuple congolais n'est plus disposé à se laisser voler son droit inaliénable à prendre en mains son avenir. Le peuple congolais est déterminé dans son combat légitime pour la démocratie. Le peuple congolais va retrouver sa Dignité trop longtemps piétinée. Le peuple congolais va recouvrer sa Liberté injustement dérobée.

Monsieur le Président, il n'est pas trop tard. Vous pouvez. Que disons-nous ? Vous devez clairement et fermement prendre position. Parce que vous en répondrez devant l'Histoire. Parce que des millions de congolais sont avides de paix, de sécurité et de justice. Parce que « Liberté, Egalité, Fraternité », c'est aussi le rêve de tous les peuples opprimés. Parce que c'est ce qui est attendu de cette France dont l'Histoire et l'héritage sont régulièrement cités en exemple.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.



Jean Jacques LUMUMBA L.

Activiste - Lanceur d'alerte



Floribert ANZULUNI

Mouvement FILIMBI - Coordonnateur